

Le vote en masse, plus que jamais invoqué

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4156 - Lundi 24 avril 2017 - Prix : 10 DA

Visite de travail



Sellal aujourd'hui à Batna

Page 4

En vue de prévenir sur les dangers des tremblements de terre

La Protection civile sensibilise les citoyens sur les séismes

Page 2

La véritable incertitude... maintenant levée

Par Mohamed Habili

S'il faut en croire ce que disent les sondages, et cela non pas depuis quelques jours ou semaines mais depuis des mois, sinon des années, il n'est pas besoin d'attendre jusqu'au soir du 7 mai, date du deuxième tour de la présidentielle française, pour connaître le successeur de François Hollande. C'est le finaliste autre que Marine Le Pen. Quel que soit en effet celui des trois autres favoris du premier tour d'hier qui l'aura emporté, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, ou François Fillon, il sera assuré d'être élu, puisqu'une majorité de Français est censée voter non pas tant d'ailleurs pour lui que contre la candidate d'extrême droite, conformément du reste à la logique d'une élection en deux temps. Si ce scénario devait réellement se produire, ce serait la première fois dans l'histoire de la 5^e République que quelqu'un est élu dès le premier tour, encore qu'il lui faille attendre la tenue du deuxième tour, il est vrai une simple formalité dans cette hypothèse, pour être proclamé vainqueur. Même le fondateur du régime, Charles de Gaulle, n'a pas été élu en 1965 dès le premier tour, à la surprise générale, encore qu'il reste celui qui jusqu'à présent a réalisé le plus grand score à un premier tour.

Suite en page 3

Bedoui : les entraves administratives «tuent les bonnes volontés»

La bureaucratie, fléau et frein à la modernité



Le ministre de l'Intérieur a reconnu que les entraves bureaucratiques «tuent les bonnes volontés en matière de promotion du produit national et son exportation». Lire page 2

Coopération algéro-américaine
Les laboratoires américains incités à développer leurs investissements en Algérie

Page 4

Bibliothèques et espaces de lecture
Pour l'adoption de normes internationales dans la gestion

Page 13

Bedoui : les entraves administratives «tuent les bonnes volontés»

La bureaucratie, fléau et frein à la modernité

■ Le ministre de l'Intérieur a reconnu que les entraves bureaucratiques «tuent les bonnes volontés en matière de promotion du produit national et son exportation».

Par Meriem Benchaouia

Le fléau de la bureaucratie continue à miner l'administration algérienne. Au fil des années, le mal s'est enraciné dans les arcanes des édifices publics et de prestations de services, pénalisant fortement les citoyens. Rares sont les familles qui ne se trouvent pas désarmées face à cette bureaucratie, nourricière de la démobilité générale et de l'obscurantisme en développement. Le ministre de l'Intérieur a reconnu que les entraves bureaucratiques «tuent les bonnes volontés en matière de promotion du produit national et son exportation». Noureddine Bedoui qui semble très remonté contre le phénomène a fait savoir que la bureaucratie «est la plus grande bataille que mène le gouvernement algérien» et il faut absolument «changer les mentalités». Alors que l'Etat a introduit des solutions informatiques, les mêmes utilisées à travers le monde, les agents bureaucratiques n'ont pas hésité à s'adapter au nouveau contexte pour chercher de nouveaux moyens d'enrichissement par des formes et des techniques nouvelles. De son côté, le ministère de l'Intérieur veut instaurer une administration électronique à même de faciliter la vie aux citoyens et présenter un service public de qualité. En effet, l'administration algérienne fait de grands pas. Un constat qui vient après tous les efforts et les moyens dégagés pour sortir de la tourmente bureaucratique. Le département de Bedoui avait mis en place plusieurs supports pour le développement de l'administration électronique à l'instar du registre d'état civil informatisé, qui permet la délivrance des extraits d'actes de naissance, de décès et de mariage auprès de n'importe quelle commune.

«L'Etat prend en charge l'amélioration des conditions sociales du citoyen»

Par ailleurs, Noureddine Bedoui a affirmé que le programme du président de la République Abdelaziz Bouteflika «se concrétise sur le terrain dans tous les domaines», ajoutant que toutes les catégories sociales étaient «au cœur de ce



Ph.D. R.

programme». «Nous vous affirmons que le gouvernement veille à concrétiser le programme du président de la République Abdelaziz Bouteflika dans tous les secteurs et les domaines», a-t-il déclaré, lors du raccordement de la localité de Ouanougha, dans la commune des Issers au réseau de gaz naturel. S'agissant des propos colportés par certaines parties faisant état que l'Algérie «passait par une situation financière difficile», M. Bedoui a souligné que «l'Etat prend en charge l'amélioration des conditions sociales du citoyen, et cela se fait sur les fermes instructions du président de la République», ajoutant que «toutes les catégories sociales étaient au cœur dudit programme».

«L'Algérie sera toujours forte de ses institutions et de ses hommes»

En outre, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a dit que «l'Algérie demeurera toujours forte d'institutions solides et d'hommes vaillants». «Fidèles au combat de leurs aïeux pour la libération du pays, les enfants de l'Algérie œuvrent à la consolidation de leurs institutions et à la préservation de la paix et de la stabilité du pays face à quiconque tenterait de leur porter atteinte», a déclaré M. Bedoui. «Nous frapperons d'une main de fer tous ceux qui tentent de porter atteinte aux institutions de l'Algérie, sa paix et sa stabilité», a-t-il averti. «Après avoir souffert des affres de la décennie noire, nous exportons aujourd'hui la réconciliation

nationale», a-t-il soutenu, précisant que «la réconciliation nationale initiée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait permis également de hâter le processus de développement». Lors de leur rencontre avec le ministre, les citoyens ont salué «les efforts de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la lutte contre le terrorisme» dans la région et exprimé leur plein soutien à ses éléments. S'adressant aux femmes et élues de la commune de Beni Amrane, M. Bedoui a mis en avant «le rôle et les sacrifices consentis par la femme qui a œuvré côte à côte avec l'homme pour lutter contre le terrorisme».

M. B.

En vue de prévenir sur les dangers des tremblements de terre

La Protection civile sensibilise les citoyens sur les séismes

La terre qui bouge constamment est devenue chose courante ces derniers temps. En Algérie, l'activité sismique n'a pas fini de se faire entendre. Pas plus tard qu'il y a cinq jours, un séisme de magnitude 3.2 a été localisé à 05 km au nord-est de Bordj Bou-Arreridj, selon les données rapportées par le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). D'autres tremblements de terre, encore plus puissants sur l'échelle du Richter, ont déjà frappé pas mal de villes du pays. Celui ayant surgi début mars dernier a été enregistré par le CRAAG sous la magnitude de 4.6 à 01 km au nord-est d'Ain Bouziane dans la wilaya de

Skikda. Des séismes à fortes magnitudes qui ne font que renforcer l'idée que le pays est une véritable zone à risque sismique pour ce type de catastrophe naturelle. Ainsi, pour préparer la population à de meilleures techniques de prévention, les services de la Protection civile ont décidé de sensibiliser les gens un peu partout à travers le territoire national. A ce propos, la direction générale de la Protection civile (DGPC) organisée depuis hier, à Mascara, une semaine de sensibilisation sur les dangers des risques sismiques, a indiqué un communiqué de cette institution. Au cours de cette semaine de sensibilisation qui rentre dans le cadre de

l'application du programme de prévention et de sensibilisation aux divers risques, un riche panel d'instructions, sera mis en œuvre par les cadres de la DGPC et ceux de la wilaya de Mascara, où plusieurs daïras et communes seront sillonnées. Il sera également question d'un programme d'action en matière de sensibilisation et de prévention sur le risque sismique, dans le milieu scolaire. S'agissant de ce volet, une démarche pédagogique est destinée aux responsables de l'éducation où des conférences seront animées au profit des instituteurs, des directeurs, ainsi qu'au bénéfice des professeurs des établissements des trois cycles scolaires, a ajouté la

même source. La DGPC précise que cette campagne de sensibilisation sera organisée sous forme de plusieurs ateliers traitant le risque sismique. Il s'agit des ateliers sauvetage, déblaiement et secourisme, exercices de simulation sur la manière d'agir lors d'un séisme en utilisant le camion simulateur, affiches et panneaux des risques majeurs, communications sur le phénomène séisme suivies de débats et émissions radiophoniques locales. Sur ce point, il est important de rappeler que les citoyens vivant en général dans toutes les wilayas, n'ont pas assez de connaissances sur les séismes et les moyens adéquats pour se protéger au mieux contre ces

derniers. Par ailleurs, la direction générale de la Protection civile note que cette campagne visant à sensibiliser le maximum de personnes contre les dangers des tremblements de terre, se veut d'un double objectif. Celui de réduire, aussi, la vulnérabilité de ceux-ci aux risques sismiques, et ce, en favorisant une prise de conscience de la population, en plus de lui apporter une meilleure connaissance à prodiguer les signes de prévention. En somme, il est clair qu'avec des campagnes répétées de ce type, les citoyens pourraient se prémunir davantage contre les retombées, souvent néfastes, des séismes.

Yacine Djadel

15^e jour de la campagne électorale

Le vote en masse, plus que jamais invoqué

■ Le périple électoral des chefs de partis et formations politiques ainsi que leur tête de liste se poursuit en cette troisième et dernière semaine de campagne électorale. Si ces derniers ont déployé des discours autour de l'importance de l'«unité» des Algériens pour la préservation de la paix et la stabilité du pays, l'appel soutenu au vote massif pour le 4 mai prochain aura été aussi fortement invoqué.

Par Linda Naili

Le spectre de l'abstention oblige, plus que jamais, cette dernière semaine de campagne électorale constituée pour des chefs de partis et formations politiques, ainsi que leur tête de liste, la dernière carte pour persuader leur base à se présenter aux urnes pour élire leur représentant à l'Assemblée nationale populaire (ANP). Pour cela, tous, dans leur discours lors des meetings qu'ils ont tenus à travers le pays, ont longuement mis en garde leur base électorale contre les conséquences de désertir les bureaux de vote voire même de voter par des bulletins blancs.

Ainsi, à partir de Ouargla, Djamel Ould Abbès, SG du parti du Front de libération nationale (FLN), invitait les citoyens à se rendre massivement aux urnes lors des prochaines législatives et de se prononcer en faveur des candidats du FLN, a estimé qu'il est du devoir des Algériens (à travers le vote) de «reconnaître le rôle» de son parti qu'il a qualifié de «colonne vertébrale de l'Etat algérien», et ce, «dans la construction du nouvel édifice de l'Etat algérien». De son côté, Louisa Hanoune, SG du Parti des travailleurs, lors d'un meeting électoral tenu à Bouira, a appelé à «une mobilisation populaire pour opérer un changement démocratique et lancer un nouveau processus politique susceptible de mettre fin aux violations répétées des lois constitutionnelles et mettre en place un système économique fiable basé sur la lutte contre la corruption, l'impôt sur la richesse et sur la valorisation des richesses, ainsi que sur une véritable justice sociale». Estimant à ce propos que «la crise actuelle que connaît l'Algérie est la conséquence de la défaillance des politiques économiques et sociales», elle dira que son «parti a besoin d'une forte majorité au Parlement pour qu'il puisse



PH./D. R.

se lutter contre les inégalités et injustices». De son côté, Moussa Touati, président du Front national algérien (FNA), a déclaré à Médéa, que l'abstention et le vote à bulletin blanc, «ne feront pas avancer les choses et ne contribueront en rien à résoudre les problèmes politiques ou socio-économiques dont se débat le pays», mais risqueraient d'aggraver encore davantage la situation. «Les électeurs algériens doivent aller voter en masse le jour du scrutin et exprimer, en toute liberté et conscience, leur choix, car beaucoup de personnes misent sur l'abstention et le boycott pour pousser le pays vers l'inconnu et privé le peuple d'un moyen civilisationnel pour opérer le changement tant attendu», a-t-il enchaîné. S'agissant de Abderezak Makri, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), convaincu des chances de sa formation de gagner aux prochaines élections, a lui aussi appelé à une participation massive aux élections du 4 mai prochain et à se prononcer en faveur des candidats de l'allian-

ce MSP-FC. Et de poursuivre en estimant qu'«il était temps de mettre en place une Alliance pour l'Algérie où régneront la paix et la concorde entre les Algériens, lesquels ne sont pas disposés à revivre les souffrances des années 1990». Pour sa part, Abdallah Djaballah, représentant de l'Union En-Nahda-Adala-Bina, depuis Khenchela, a appelé les citoyens à se diriger en force aux urnes le 4 mai pour donner leurs voix aux candidats de sa formation politique, qui dira-t-il «œuvrera à réformer le système politique du pays pour le rendre fort, efficace, souple et stable» dans le cas où «elle serait majoritaire dans la prochaine Assemblée populaire nationale». L'alternative portée par l'Union, a-t-il ajouté, consiste en la «rationalisation de l'usage de l'argent public, soumettra la fonction publique au critère de la compétence et consolidera les facteurs d'union parmi les enfants de ce pays liés par la même religion et la même histoire». «Un développement économique global et diversifié exige la relance des secteurs de l'agriculture, de l'in-

dustrie et des services», a-t-il encore ajouté. Par ailleurs, Hamid Grine, ministre de la Communication, en marge d'une conférence à l'Ecole nationale supérieure de journalisme, a affirmé que la couverture médiatique de la campagne électorale des législatives du 4 mai prochain par les chaînes de télévision publiques et privées n'a pas enregistré «de dépassements». Au sujet de journaux qui utilisent la propagande au profit de certains partis dans la couverture des législatives, il a répondu avoir demandé aux responsables de médias, qu'ils soient privés ou publics, «de ne pas recourir à la propagande politique». Le même satisfecit sera affiché au sujet du déroulement de la campagne électorale, par Abdelwahab Derbal, président de la HIISE qui était hier l'invité du forum «El Moudjahid» où il a fait savoir que «les choses se sont globalement bien déroulées jusque-là, en ce sens que son instance n'a pas eu à intervenir sur des problèmes majeurs».

L. N.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

La délégation parlementaire algérienne prend part en France aux travaux

Une délégation parlementaire des deux chambres du Parlement prendra part, du 24 au 28 avril à Strasbourg (France), aux travaux de la deuxième phase de la session ordinaire 2017 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a indiqué dimanche un communiqué du Conseil de la Nation.

Les participants à ces travaux examineront plusieurs thèmes liés à la «lutte contre la montée du populisme, la xénophobie et l'islamophobie, la protection des femmes réfugiées de la violence fondée sur le genre, la protection des droits des parents et des enfants appartenant à des minorités religieuses, les possibilités

d'améliorer les financements des situations d'urgence impliquant des réfugiés» outre «la convergence technologique, intelligence artificielle et les droits de l'homme», a précisé le communiqué. Le Parlement algérien participe régulièrement en qualité d'«invité» aux réunions de l'Assemblée parlementaire du

Conseil de l'Europe, rappelle la même source. La délégation parlementaire est composée de deux membres du Conseil de la nation, Rachid Bougherbal et Youcef Boutkhalil, conduite par le vice-président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Berrabah Zebar, conclut le communiqué.

R. N.

LA QUESTION DU JOUR

La véritable incertitude... maintenant levée

suite de la page Une

Ce serait la répétition de la présidentielle de 2002, lorsque le père de Marine Le Pen a accédé au deuxième tour, à la stupeur générale, avant de perdre très largement devant son rival au deuxième tour, Jacques Chirac, le candidat de la droite classique. Il existe néanmoins une différence entre les deux cas, et elle est de taille : Marine Le Pen est pour ainsi dire commise d'office au deuxième tour. Ce qui a été un exploit pour le père va de soi pour la fille. Ce n'est donc une répétition que du point de vue formel. La grande surprise dans le cas de Marine Le Pen, ce serait d'être éliminée au premier tour, non de le passer. Au moment où ces lignes sont écrites, ce passage, pour quasi donné qu'il soit, n'en est pas moins théorique. Des dix présidentielles qu'a connu la 5^e république, jamais pourtant il n'a été aussi question d'incertitude quant à l'issue finale. Ce n'est pas le moindre de ses paradoxes. En principe, une élection à deux tours qui se termine dès la fin du premier est à moitié jouée d'avance. Le vrai suspense, bien entendu gros de conséquences, tient à ce qu'on a ignoré qui des trois autres favoris sera l'adversaire de Le Pen le 7 mai prochain, et par là même le prochain président français. Mais, il ne serait probablement venu à l'idée de personne d'employer ce mot lugubre d'incertitude si la partie se jouait entre Macron et Fillon, s'il n'y avait pas Mélenchon pour menacer de les coiffer au poteau. Ce qui pour l'heure donne des sueurs froides à l'establishment français, ce n'est pas l'éventualité de l'élection de Le Pen, mais celle de Mélenchon, l'anti-Le Pen. Le véritable danger, c'est son arrivée au deuxième tour. Cela fait des mois que les Français savent que la candidate d'extrême droite passera le premier tour. Ce que par contre ils ne savent que depuis peu, c'est que le candidat de la France Insoumise le puisse aussi, et qu'il vienne alors à l'affronter au deuxième tour, et donc théoriquement à être élu. On croit savoir comment se comporterait la majorité des électeurs au deuxième tour, mais seulement dans le cas où le deuxième finaliste n'était pas Mélenchon. On ignore comment elle voterait si elle devait choisir entre Le Pen et Mélenchon.

M. H.

Visite de travail

Sellal aujourd'hui à Batna

■ Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, effectue aujourd'hui une visite de travail dans la wilaya de Batna, a indiqué, hier, un communiqué des services du Premier ministre.

Par Sadek B.

Cette visite qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme du président de la République, «permettra au Premier ministre de s'enquérir de l'état d'exécution du programme de développement de cette wilaya et procéder à l'inauguration et au lancement de plusieurs projets à caractère économique et social relevant notamment des secteurs de l'Energie, des Travaux publics et de l'Hydraulique», précise la même source. Lors de cette visite, M. Sellal sera accompagné d'une délégation ministérielle.

Décollage agricole et pari sur l'investissement

La wilaya de Batna, qui accueille aujourd'hui le Premier ministre Abdelmalek Sellal, a enregistré ces dernières années un réel décollage du secteur agricole grâce aux programmes d'appui public aux multiples filières et mise aujourd'hui sur l'investissement pour engager son développement global. En agriculture, cette wilaya s'est classée la saison passée 1^{re} à l'échelle nationale dans la production de fourrage et fruits, 2^e en production laitière et viandes blanches, 3^e en production de miel, 5^e en production de viande rouge, 6^e en production d'olive et 7^e dans la collecte de lait, affirme le directeur du secteur, Kamel-Eddine Benseghir, qui assure que ces productions ont représenté 5% de la valeur de la production agricole nationale. En 2016, 489 projets d'investissement d'une valeur de 298,6 millions DA destinés à consolider les capacités de production des exploitations agricoles ont été avalisés par la commission technique de wilaya. Les responsables du secteur misent en outre gros sur les périmètres d'irrigation projetés dans la wilaya sur 24 000 hectares et devant être arrosés par les eaux transférées du grand barrage de Béni Haroun de Mila. Deux de ces périmètres s'étendant sur 7 400 hectares des plaines de Chemora seront inaugurés au cours de la visite du Premier ministre dans la capitale des Aurès.

Des investissements industriels à rythme encourageant

Les investissements dans le secteur industriel connaissent aussi une cadence encourageante. Alors que le complexe de fabrication des turbines lancé en partenariat avec l'américain General Electric devra entrer en activité en 2018 dans le parc industriel d'Ain Yagout, le premier camion est sorti en juin



P.N.D. R.

2016 de l'usine Global Motors Industries de montage des trucks et bus de la marque sud-coréenne Hyundai. Cet investissement privé porte sur la production de 22 000 unités d'ici à 2020, selon les explications données sur la cérémonie d'inauguration en présence du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouhouareb. En mars passé, il a été également procédé à la pose, dans la zone d'activités de la commune de Djerma, de la première pierre d'une autre usine de montage des voitures du constructeur automobile sud-coréen Kia. Cette fabrique sera opérationnelle, en septembre prochain, avec une capacité de production pour la première année estimée à 11 000 véhicules touristiques et

utilitaires, selon les données présentées au ministre de l'Industrie.

Il est aussi prévu, pour l'année en cours, la réalisation d'une centrale solaire dans la commune de Ksar Belezma et une usine de sidérurgie à Ain Djasser, assure le directeur de wilaya de l'industrie et des mines, Sassi Bouaziz, qui fait état de 95 projets en voie de réalisation sur 128 agréés en 2016. En juin 2016, le wali de Batna, Mohamed Salamani, a désigné un facilitateur dans chaque daïra de la wilaya dans une initiative locale visant l'encouragement et l'accompagnement des investisseurs.

Dynamique dans

Coopération algéro-américaine

Les laboratoires américains incités à développer leurs investissements en Algérie

L'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique ont convenu, hier, d'œuvrer à inciter les grands laboratoires américains à développer leurs investissements en Algérie pour profiter de son statut de future plateforme régionale en matière de production pharmaceutique, y compris en matière de médicaments innovants issus de la biotechnologie. Les différentes sessions organisées jusque-là entre les deux pays ont permis de donner un large aperçu des opportunités d'investissement qu'offre l'Algérie pour les entreprises américaines dans le secteur de la santé. Cette nouvelle rencontre traduit une volonté commune de trouver des opportunités pour, non seulement renforcer la coopération entre les deux pays, mais aussi chercher

de nouvelles pistes d'investissement dans les domaines de la santé.

Le développement des relations bilatérales dans le domaine de la santé et plus particulièrement en matière d'investissement pharmaceutique ont été au centre des discussions qui ont eu lieu hier, au siège du ministère de la Santé, entre le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, et l'assistant du représentant des Etats-Unis d'Amérique pour le commerce, Daniel Lawrence Mullaney, chef de la délégation américaine participant à la 5^e session du Conseil de l'Accord algéro-américain sur le commerce et l'investissement (TIFA). Lors des discussions, auxquelles a assisté l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, les deux parties ont

les divers secteurs avec en tête celui du logement

Les deux derniers plans quinquennaux ont transformé la wilaya en chantier à ciel ouvert dans les secteurs de la santé, de l'enseignement supérieur, des travaux publics, des ressources en eau et de la jeunesse et des sports. Ils ont notamment fait faire à la wilaya un bond considérable dans le secteur du logement en ramenant le taux d'occupation moyen par logement (TOL) à 4,29 en fin 2016 contre 4,35 en 2015, note le directeur du secteur, Abderahmane Zendaki. L'année 2017 sera l'année du logement à Batna, a assuré à l'APS le wali qui a fait

état de la réception attendue de plus de 12 718 unités dont 5 500 logements publics locatifs et 2 110 logements ruraux. Le nouveau pôle urbain Hamla1, Hamla2 et Hamla3 dans la commune d'Oued Chaâba, appelé à accueillir 60 000 habitants après la distribution des logements réalisés, témoigne éloquentement de l'ampleur des efforts de l'Etat en matière de logement. Les autorités locales misent, à côté de ces actions, sur la récupération des espaces et immeubles non exploités et la valorisation des biens des collectivités locales pour générer des richesses et contribuer au développement de l'économie locale et nationale.

S. B./APS

regain de dynamisme à la faveur du partenariat stratégique qui lie les deux pays», souligne la même source.

Les questions relatives à la promotion de l'investissement en Algérie des entreprises pharmaceutiques américaines ont été ainsi «l'occasion pour la partie algérienne de présenter le dispositif incitatif et de faire le point sur le cadre réglementaire national en matière de contrôle, d'enregistrement et d'accès au marché». Ce cadre réglementaire, est-il noté, «s'inspire des meilleurs standards internationaux et permet à l'Algérie d'être un champion régional en matière de conformité des médicaments mis sur le marché».

Louiza Ait Ramdane

Commerce

Près de 45 milliards de dinars de transactions non facturées

■ Un bilan des activités du contrôle économique et de la répression de la fraude émanant du ministère du Commerce a fait état de 45,09 milliards de dinars de transactions commerciales non facturées, outre la saisie de marchandises d'une valeur de 2,06 milliards de dinars, au premier trimestre de 2017.

Par Hani Y.

Au volet contrôle qualité et répression de la fraude, les services de contrôle ont enregistré 159 497 interventions ayant permis de constater 13 884 infractions et de dresser 13 085 procès-verbaux. Des marchandises non conformes ou impropres à la consommation d'une valeur de 84,88 millions de dinars ont également été saisies. Les infractions enregistrées concernent notamment le manque d'hygiène (44,8%), la fraude ou tentative de fraude (15,2%), l'étiquetage non conforme (9,94%), l'exposition de marchandises non conformes (9,5%) et l'absence de garantie (2,2%). Quant au contrôle des frontières, les opérations de contrôle de conformité des produits importés au niveau des inspections des frontières ont permis le traitement de 25 399 dossiers relatifs aux déclarations d'importation de 7,28 millions de tonnes d'une valeur de 1 572,01 milliards DA, ainsi que la délivrance de 25 104 licences d'importation pour une quantité de 7,3 millions tonnes, d'une valeur de 1 569 milliards DA, outre l'interdiction d'entrée de 269 cargaisons de 15 784,576 tonnes d'une valeur de 2,73 milliards DA. Les mêmes services ont procédé à l'établissement de 93 dossiers de poursuites judiciaires contre les contrevenants. Concernant le contrôle analytique, les résultats



d'analyse de 3 335 échantillons ont dévoilé la non conformité de 367 échantillons (11%), en plus du prélèvement de 44 échantillons de produits industriels, notamment des matériaux de construction et des appareils à gaz, dont 19 échantillons non conformes aux normes (43,2%). Concernant le contrôle des activités commerciales, les services de contrôle ont effectué 180 341 interventions, enregistré 25 986 infractions et établi 24 223 procès de poursuites judiciaires avec proposition de fermeture de 2 261 locaux commerciaux. S'agissant de la nature des infractions enregistrées dans ce domaine, il s'agit du non affichage des prix (40,01%), la non facturation (12,64%), le non dépôt des comptes de la société (9,28%), l'établissement des prix illicites (3,11%) et d'autres infractions.

H. Y.

Véhicules de tourisme

La facture d'importation en baisse de plus de 7%

La facture d'importation des véhicules de tourisme s'est établie à 336,05 millions de dollars durant le premier trimestre de l'année 2017, contre 362,97 millions de dollars sur la même période de l'année 2016, soit une baisse de 7,42%, a appris l'APS auprès des Douanes. Quant aux véhicules de transport de personnes et de marchandises (classés dans le groupe biens d'équipement), leur facture d'importation s'est chiffrée à 126,87 millions de dollars contre 202,31 millions de dollars, en recul de 37,3% entre les

deux mêmes périodes de comparaison. Pour ce qui est des véhicules automobiles à usages spéciaux, leur facture d'importation a atteint 100,88 millions de dollars contre 90 millions de dollars, en augmentation de 12,1%. Concernant les parties et accessoires des véhicules automobiles (classés en biens de consommation non alimentaires), leur facture d'importation a atteint 96,38 millions de dollars contre 104,45 millions de dollars, soit une baisse de 7,73%. Pour les pneumatiques neufs en caoutchouc, ils ont été

importés pour un montant de 33,73 millions de dollars contre 32,55 millions de dollars, en hausse de 3,63%. Pour rappel, sur l'année 2016, le contingent quantitatif d'importation des véhicules de tourisme a été fixé à 98 374 unités dans le cadre des licences d'importation. La facture d'importation des véhicules de tourisme avait coûté près de 1,3 milliard de dollars en 2016 contre 2,04 milliards de dollars en 2015, soit une baisse de

3 6 1 %

Safia T./Agences

Face à la chute des prix du pétrole

Mohamed Loukal souligne l'importance de l'ajustement économique

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, a déclaré à Washington que les pays de la région Mena continuaient à faire face à la chute des cours du pétrole, soulignant les efforts d'ajustement économique entrepris pour faire face à la crise. S'exprimant lors de la réunion du Comité monétaire et financier du FMI, M. Loukal a indiqué que la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, ainsi que le Pakistan et l'Afghanistan, continuent à faire face aux défis croissants de la chute des prix du pétrole et à des problèmes de sécurité dans certains de ces pays. M. Loukal est intervenu à cette réunion au nom de sept pays que sont l'Algérie, l'Afghanistan, le Ghana, l'Iran, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie. Le gouverneur a mis l'accent durant son intervention sur les efforts d'ajustement économique et les réformes entrepris par les pays exportateurs de pétrole depuis que les cours ont amorcé leur baisse en 2014. Il a relevé, en particulier, l'importance de l'adoption de stratégies de diversification économique et du rôle que doit jouer la politique budgétaire en conjonction avec des réformes structurelles pour soutenir la croissance. «Nonobstant les différences en matière de

marges de manœuvre ou d'espaces budgétaires, poursuivre des politiques budgétaires pro-croissance est toujours possible et doivent accorder la priorité aux investissements d'infrastructure et au développement du capital humain tout en ciblant les subventions et en augmentant les dépenses pour protéger les segments vulnérables des populations», a-t-il expliqué. Mais il a tenu à préciser que ces politiques d'ajustement «doivent être adaptées aux circonstances spécifiques des pays, être de nature à libérer le potentiel d'innovation et donner la priorité à l'efficience, la concurrence et le renforcement du capital humain». Le gouverneur a plaidé, à ce titre, pour la poursuite du soutien du FMI aux pays à faible revenu, aux Etats fragiles et aux petits Etats, tout en soutenant les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. «Le FMI, la Banque mondiale et les banques régionales de développement devraient poursuivre leur soutien à cet élan d'ajustement et de réformes», a-t-il indiqué, constatant que «la mise en œuvre des réformes structurelles a varié selon les pays de la région et devrait s'accélérer pour accroître la croissance potentielle et l'emploi et réduire la pauvreté». Le gouverneur

a, par ailleurs, réitéré l'appel des sept pays pour finaliser la 15e revue générale des quotes-parts, en adoptant une nouvelle formule de calcul au plus tard à la date des réunions de printemps de 2019. Cette révision devrait aboutir à «une juste représentation des pays émergents et en développement, tout en protégeant les quotes-parts relatives des pays les plus pauvres», a-t-il ajouté. Abordant les perspectives de l'économie mondiale, M. Loukal a noté que la reprise se «raffermit modérément» et «présage de meilleures perspectives à moyen terme, particulièrement si une demande plus robuste dans les pays avancés venait à accompagner l'élan, déjà solide, fourni par la Chine et d'autres économies émergentes». Cependant, «les perspectives demeurent obscurcies par une multitude de risques qui pourraient contrarier la fragile reprise», a-t-il estimé. Outre les risques familiaux liés aux legs de la crise et au resserrement des conditions financières mondiales, l'économie mondiale fait face maintenant à «des risques nouveaux liés à l'incertitude en matière de politiques économiques dans les pays avancés, à la résurgence d'agendas populistes et intraverit menaçant le système de coopéra-

tion commerciale et économique mondiale et aux tensions géopolitiques accrues et conflits durables», a relevé M. Loukal. «Nous devons, par conséquent, demeurer vigilants face à ces risques, anciens et nouveaux, et agir de manière décisive pour éviter toute rechute, dans cette conjoncture critique de l'économie mondiale», a-t-il enchaîné. A ce propos, le gouverneur de la Banque d'Algérie a soutenu que l'approche basée sur trois piliers du FMI, telle que prônée dans l'agenda global de politiques de la directrice générale du FMI, «constitue un plan de charge utile pour soutenir la reprise en cours». Il s'agit de poursuivre des politiques monétaires accommodantes dans les pays avancés, des politiques budgétaires plus favorables à la croissance, des réformes structurelles intensifiées pour accroître la croissance et la résilience. «Ce sont des prérequis pour renforcer le momentum de croissance économique et préserver la stabilité financière», a-t-il indiqué. «A l'évidence, les circonstances spécifiques des pays dicteront le mix de politiques des cas individuels, mais une plus grande cohérence doit être assurée au plan global», a recommandé M. Loukal.

Salem K./APS

Boumerdès

Éradication, avant fin 2017, des chalets implantés après le séisme de 2003

■ Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a affirmé, à Boumerdès, que tous les chalets implantés après le séisme de mai 2003 seront éradiqués avant la fin de l'année en cours et que leurs assiettes foncières seront transformées en projets d'utilité publique tels que l'habitat.

Par Lydia O.

« Il y a une instruction ferme du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika pour l'éradication des chalets implantés après le séisme de mai 2003, et ce, avant la fin de l'année 2017 et l'utilisation de ces assiettes foncières pour des projets d'utilité publique tels que l'habitat », a soutenu M. Bedoui lors de l'inspection d'un chantier de réalisation de 800 logements promotionnels aidés (LPA) et logements publics locatifs (LPL), à Sahel dans la wilaya de Boumerdès.

Constatant l'affectation « inappropriée » de certains terrains à des projets d'investissement, le ministre a fait état de « la décision d'annulation de ces attributions et la redistribution des assiettes foncières pour des projets de développement d'utilité publique ». M. Bedoui a rappelé « le relogement de tous les sinistrés qui occupaient ces chalets utilisés depuis comme centres de transit ».

Evoquant, par ailleurs, les souffrances qu'a endurées dans les années 90 la wilaya de Boumerdès à cause du terrorisme, M. Bedoui a affirmé que



cette wilaya a retrouvé sa sérénité grâce à la Charte de paix et réconciliation nationale et aux sacrifices des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP). En outre, le ministre a fait état d'un programme spécial pour le relogement des habitants des douars et villages abandonnés par leurs habitants à la faveur de logements ruraux dotés de l'électricité, l'ouverture de voies d'accès et de routes, ainsi que des infrastructures

nécessaires, en vue de rebooster ces régions et en faire un levier de développement, notamment dans le secteur de l'agriculture.

Soulignant l'existence de zones d'activités et de zones industrielles destinées à tout porteur de projets d'investissement, le ministre a indiqué que la wilaya de Boumerdès occupe une place de choix à l'instar de celles de Blida et Tipaza de par leur proximité de la capitale. Le

ministre a appelé à accélérer la cadence des travaux de réalisation des infrastructures nécessaires, telles que les établissements scolaires, pour être au même niveau celle des chantiers de logements. Dans la commune de Zemmouri El-Bahri, M. Bedoui a procédé en présence du directeur général de la Protection civile, le colonel Mustafa Lahbiri, à l'inauguration et la bénédiction de l'Unité marine du nom de chahid Yahy Amar où

il a également assisté à des exercices de simulation de sauvetage de personnes victimes de noyade, écouté des explications sur les préparatifs de la prochaine saison estivale et l'aménagement du littoral de Boumerdès.

L. O./APS

Annaba/ Nouvelle ville Dhraâ Errich

Tebboune remet des arrêtés de pré-attribution de logements AADL

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a présidé à Annaba la remise des arrêtés de pré-attribution de logements AADL à 752 souscripteurs du programme 2001/2002. Lors de la cérémonie tenue à la nouvelle ville Dhraâ Errich dans la commune de Oued Aneb, le ministre a salué « le bond » réalisé dans la wilaya en matière de réalisation et distribution des divers programmes de logement et de résorption de l'habitat précaire. « Les projets concrétisés en un temps record et les infrastructures de base lancées sur le site d'Ain

Errich promettent de livrer dans les délais fixés une ville cohérente, moderne et intelligente », a-t-il relevé. Annaba connaît une dynamique « positive et prometteuse » dans le secteur de l'habitat, concrétisant le programme du président de la République Abdelaziz Bouteflika, a ajouté M. Tebboune qui a rappelé la distribution de 13 500 logements, tous types confondus, durant l'année écoulée, assurant que l'année en cours verra la distribution de 6 600 autres unités à Dhraâ Ain Errich en plus du commencement de la distribution, dès le début du second semestre 2017, des premiers lots du programme 2 500

logements AADL-2. Sur le même site, le ministre a posé la première pierre de 10 projets d'équipements publics dont des établissements scolaires et des structures de services, de sports et de loisirs, avant de recevoir un exposé sur les projets du secteur dans l'ensemble de la wilaya d'Annaba. Le ministre a procédé au début de sa visite à la distribution des clés et arrêtés de 330 AADL à Boukhedra dans la commune d'El Bouni, où 1 073 unités de ce type sont projetées. Annaba a bénéficié au total de 15 000 logements AADL dont 4 500 en chantier dans la nouvelle ville Dhraâ Errich. Hatem D.

M'sila Lancement cette année des travaux de réalisation d'une cimenterie

LES TRAVAUX de construction d'une nouvelle cimenterie « seront entamés au cours de cette année » dans la commune de Khobana dans la wilaya de M'sila, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. L'usine est réalisée dans le cadre d'un partenariat entre un opérateur privé algérien et une entreprise sud-africaine, selon la règle 51/49 régissant l'investissement étranger, a-t-on précisé. D'une capacité de production de 2,2 millions de tonnes par an, la nouvelle cimenterie qui s'étend sur plus de 20 hectares a nécessité la mobilisation de 35 millions de dinars, a-t-on détaillé. Pas moins de 600 emplois directs et 3 600 postes de travail indirects seront générés dès l'entrée en production de cette unité qui portera la production de ciment de la wilaya de M'sila à six millions de tonnes par an contre quatre tonnes produits actuellement par la cimenterie de Hammam Dhalâa. Selon les services de la wilaya, la production du ciment dans la région du Hodna contribuera d'ici à 2019 à atteindre l'objectif de dégager des surplus de production ce qui permettra au pays d'exporter ce produit stratégique.

R. R.

Constantine

Raccordement de plus de 650 foyers au réseau de gaz naturel

Un total de 655 foyers à travers les différentes communes dans la wilaya de Constantine, a été raccordé au réseau de distribution de gaz naturel, lors d'une cérémonie présidée par le chef de l'exécutif local, Kamel Abbas. L'opération a concerné 155 foyers dans la commune de Messaoud Boudjeriou, au nord-ouest de Constantine dont 122 habitations de la zone d'Ain El Kebira, 18 foyers à la cité OPGI, située à l'entrée de cette localité et 15 autres de la cité En-Nasr, a indiqué le chef du service de l'énergie

à la direction de l'énergie et des mines (DEM), Salim Boulkercha. Pas moins de 350 foyers dans la mechta de Ksar Kellal dans la commune de Didouche Mourad et 150 autres dans celle de Setara, dans la commune de Beni Hmidene ont également bénéficié de cette énergie, a ajouté le même responsable. Le projet de raccordement de l'ensemble de ces foyers qui a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière de plus de 25 millions de dinars, puisée du budget de wilaya de l'exercice 2015, a porté sur la

réalisation d'un réseau de distribution de 16,83 km, selon le même responsable. La wilaya de Constantine enregistre actuellement un taux de l'ordre de 91,37% en matière de raccordement de gaz naturel, selon les dernières statistiques établies par la direction locale de la société de distribution d'électricité et du gaz SDE-Est. Trois autres projets portant raccordement de 955 autres foyers dans la wilaya ont été lancés, au cours de cette journée et dont le coup d'envoi des travaux a été donné par le chef de l'exécutif

local. Ces actions concernent 520 foyers près du terrain Belgherbi dans la ville de Constantine, 370 autres du lotissement El Berda à proximité de la cité Djebel Ouahch et 65 autres situés dans la mechta d'Ouled Niya dans la commune de Beni Hmidene. Ces projets, qui consistent en la réalisation d'un réseau de distribution de 34,5 km, ont mobilisé un montant global de 57,37 millions de dinars, a-t-on fait savoir à la direction de l'énergie et des mines.

S. F./APS

Tournée de Messahel en Libye

Disposition des Libyens au dialogue et à la réconciliation nationale

■ La tournée effectuée ces trois derniers jours par le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine (UA) et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, en Libye a permis de constater «l'entière disposition» des parties libyennes à aller de l'avant et trouver une solution à la crise à travers le dialogue et la réconciliation nationale, loin de toute ingérence étrangère.

Par Souad F.

La visite de M. Messahel et de la délégation l'accompagnant, à l'est et à l'ouest de la Libye, saluée par toutes les parties libyennes durant les cinq étapes à travers un accueil officiel, militaire et populaire très chaleureux, confirme «la sagesse de la position algérienne quant à la crise libyenne, qui demeure à équidistance vis-à-vis de toutes les parties en Libye». A El Bayda (est de Libye), M. Messahel a entamé sa tournée mercredi dernier où il a été reçu par le président du Parlement libyen, Akila Salah, qui s'est dit «totalement disposé» à aller de l'avant en vue d'aboutir à un règlement politique durable de la crise à travers le dialogue interlibyen inclusif et la réconciliation nationale, sans exclusive aucune, mettant l'accent sur l'unité de la Libye, qui est «indivisible».

«Le dialogue doit être inclusif sur la base de l'accord politique dont certains points doivent être modifiés conformément à la volonté du peuple libyen», a-t-il soutenu, tout en se félicitant de l'intérêt que porte le président de la République, Abdelaziz Bouteflika à la Libye et ses efforts afin de rapprocher les positions des frères libyens en faveur de l'unité et de la stabilité de leur pays. A Benghazi, deuxième étape de sa tournée, M. Messahel a été reçu par le maréchal Khalifa Haftar au Quartier général des forces armées

arabes libyennes. Sa réunion avec le maréchal a porté sur les derniers développements sur la scène politique libyenne et l'impératif soutien au dialogue interlibyen loin de toute ingérence étrangère sur la base de l'accord politique et de la réconciliation nationale. Toujours à Benghazi, M. Messahel a rencontré les notables de l'est libyen notamment d'Ajdabiya, Barqah et Al-Marj qui ont affirmé qu'ils «sont disposés à dialoguer avec tous les protagonistes quels que soient leurs courants ou points de vue», estimant que «le dialogue doit être inclusif sans exclusion aucune en vue de respecter la volonté de tout un chacun».

Une forte volonté de tirer profit de l'expérience algérienne

Au deuxième jour de sa tournée, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine (UA) et de la Ligue des Etats arabes s'est rendu à Zentan (ouest de la Libye) où un accueil chaleureux lui a été réservé par les responsables, les notables et la population dont Hadj Mabrouk qui porte la médaille de moudjahid décernée par les autorités algériennes pour sa participation à la révolution nationale. Les notables et les personnalités locales de la région de Zentan ont souligné la nécessité de tirer profit de l'expérience algérienne en matière de concrétisation de la paix et de la



Ph: DR

réconciliation nationale, en vue de trouver une solution à la crise libyenne, saluant «les efforts déployés par l'Algérie, à sa tête le président de la république, Abdelaziz Bouteflika, pour la réunification des enfants de la Libye». Avant de se rendre à Misrata, M. Messahel était arrivé à Tripoli où il s'est entretenu avec le président du Haut Conseil d'Etat, Abderrahmane Souihli, qui a affirmé la disponibilité du Conseil à œuvrer en faveur de solutions rapides à la crise libyenne à travers le dialogue, saluant la «position de l'Algérie qui reste à équidistance

vis-à-vis de toutes les parties libyennes, ce qui confère à son rôle davantage d'efficacité dans le soutien au processus de règlement pacifique de la crise». A Misrata, le ministre a été chaleureusement accueilli par des jeunes libyens à l'aéroport de la ville. Il a eu ensuite plusieurs rencontres avec des représentants de la société civile, des députés et des personnalités militaires de l'opération «El Bouniyane El Marsous», ainsi que des représentants du «Rassemblement politique» et du Conseil des notables. A la fin de sa tournée, la délégation

algérienne est revenue à Tripoli où M. Messahel a rencontré le président du gouvernement libyen d'union nationale, Fayez El-Serraj et le vice-président Ahmed Miitig qui a souligné la nécessité de régler toutes les questions en suspens et d'édifier ensuite les institutions du pays.

Régler la crise par le dialogue et la réconciliation

A chacune des cinq étapes de sa tournée à l'est et à l'ouest de la Libye, en attendant une deuxième tournée prévue dans les prochaines semaines dans les régions sud, M. Messahel a eu à constater «une forte volonté chez les Libyens de parvenir à des solutions pacifiques à travers la réconciliation nationale et le dialogue politique interlibyens en Libye même». M. Messahel avait déclaré être porteur d'un message de «fraternité» et d'«espoir» aux Libyens partant de la douloureuse expérience de l'Algérie contre le terrorisme qu'«elle ne souhaite pas voir se reproduire en Libye», réitérant la conviction de l'Algérie que «la solution passe par un dialogue inclusif entre tous les Libyens sans exclusive». Les «Libyens en sont capables sans aucune ingérence étrangère», a-t-il soutenu. Lors de cette tournée M. Messahel a présenté l'expérience algérienne en matière de réalisation de la paix et de la réconciliation nationale en tant qu'expérience à suivre pour sortir la Libye de sa crise qui «ne peut être résolue qu'à travers le dialogue et la réconciliation nationale».

Sahara occidental

L'arrêt de la Cour de justice de l'UE doit être appliqué sans plus tarder

La coordination espagnole des organisations des agriculteurs et des éleveurs a souligné l'importance pour l'Union européenne (UE) d'appliquer sans plus tarder, l'arrêt de la Cour de justice de l'UE de décembre dernier qui exclut le Sahara occidental de l'accord commercial entre l'UE et le Maroc.

Cette organisation a convenu, lors d'une réunion qui a regroupé à Madrid, l'un des responsables de la filière des fruits et légumes de la dite coordination Andres Gongora et la déléguée du Front Polisario en Espagne Khira Bulahi, d'étudier profondément cette question afin que les produits agricoles produits au Sahara occidental ne soient plus exportés illégalement par le Maroc, indique cette organisation dans un communiqué. La coordination a fait remarquer dans le même document que l'arrêt de la Cour de justice de l'UE n'admet aucune interprétation et qu'il faut l'appliquer sans plus tarder, expliquant par ailleurs que les

consommateurs ont également le droit de distinguer entre un produit qui provient du Sahara occidental et celui qui vient du Maroc, chose qui est actuellement impossible, affirme-t-on. Pour ce faire, ajoute-t-on, la commercialisation doit se conformer à l'étiquetage imposé par la législation européenne relative aux fruits et légumes et par conséquent, l'Union européenne doit veiller à ce que les produits qui pénètrent sur le marché européen ne soient pas cultivés dans les territoires du Sahara occidentale et vendus comme s'ils provenaient du Maroc comme cela a été le cas jusqu'à présent.

En outre, la coordination espagnole agricole a exprimé son intention de continuer à travailler sur cette question qui «est de grande importance parce qu'elle a des répercussions sur la situation des marchés européens des fruits et légumes», estimant par ailleurs que c'est une «concurrence déloyale» pour les producteurs de l'UE. Divers parlements régionaux espagnols ont approuvé ces der-

nières semaines des déclarations institutionnelles demandant le respect et l'application du récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne qui a clairement signifié que l'accord commercial entre l'UE et le Maroc n'est pas applicable au Sahara occidental. Les parlements de Catalogne, d'Aragon, des îles Baléares, de Navarre, du pays basque, des îles canaries outre des conseils municipaux et des organisations professionnelles comme la confédération intersyndicale avaient demandé, dans leurs déclarations institutionnelles, des entreprises européennes ainsi que du gouvernement espagnol de «respecter et appliquer» l'arrêt de la CJUE, tout en appuyant par ailleurs la solution politique au conflit du Sahara occidental selon la légalité internationale prévoyant un référendum d'autodétermination qui permettrait au peuple sahraoui de décider librement et démocratiquement de son avenir.

Halim O. / agences

S.F./APS



Afghanistan

Le pays demande des sanctions après le carnage de Mazar-è-Charif

■ Les familles endeuillées enterraient leurs fils, hier, après le carnage des talibans dans une base militaire du nord de l'Afghanistan qui a fait 130 morts au moins. Face à ce nouveau désastre, le pays réclame que des têtes tombent.

Par Rosa D.

Le bilan reste flou deux jours après la tuerie survenue vendredi à l'heure de la prière: la presse afghane s'accorde sur plus de 130 morts et quelques dizaines de blessés sévèrement atteints, faute de données officielles du gouvernement qui a décrété une journée de deuil national. La plupart des corps ont été renvoyés aux familles dans leur région d'origine. Mais certaines sont injoignables et les dépouilles sont ensevelies près de la base sous haute surveillance, a constaté l'AFP. Les autorités s'en tiennent officiellement depuis 24 heures à «plus de cent tués et blessés», bilan de plus de cinq heures de carnage contre des soldats fauchés à la mosquée ou au réfectoire, désarmés, par dix hommes en uniforme, arrivés à bord de camions militaires avec fusils mitrailleurs et vestes explosives. «Le président (Ashraf Ghani) a ordonné une enquête minutieuse. Une équipe spécialisée a été formée à cet effet et partagera ses conclusions avec la nation», a indiqué hier le porte-parole de la présidence, Shah

Hussain Murtazawi. «Le bilan sera communiqué à l'issue de ces travaux». Selon lui, «certains corps n'ont pu être identifiés en raison de la puissance des explosions». Deux kamikazes ont notamment déclenché leurs charges dans la mosquée pendant la prière. En attendant, le décompte des victimes – pour la plupart de jeunes recrues à l'entraînement arrivées des provinces du nord-est et d'Uruzgan (centre) – va jusqu'à 160, selon les médias citant des sources militaires à l'intérieur de la base du 209^e Corps d'armée, à une quinzaine de km de Mazar-è-Charif. Les talibans pour leur part revendiquent «500 tués» mais sont coutumiers des bilans hypertrophiés.

L'incapacité des responsables et des services de renseignement à protéger leurs forces armées au sein même d'une base militaire suscite rancœur et indignation.

«Mon frère était marié depuis quatre mois et le voilà mort», sanglote Qari Ahmadullah dont le frère était l'imam de la base.

Sur les réseaux sociaux que la société civile afghane utilise pour se faire entendre, il s'agit



surtout de demander des comptes: «Qui va démissionner après le désastre de Mazar? Le ministre de la Défense, le vice-ministre ou quelque lampiste?», demande ainsi sur Twitter «Badloon», un analyste politique engagé dans les mouvements de jeunesse. Beaucoup réclament la démission du ministre de la Défense Abdullah Habibi et celle du commandant du 209^e Corps d'armée pour «négligence»: «Nous n'avons pas besoin de deuil national», «que fait le gouvernement pour empêcher ces atrocités à part condamner

?». «Nous avons toujours pensé être à l'abri parce que notre maison est près de la base», raconte Faiz Mohammad, en marge des funérailles. «Mais nous sommes sous le choc, comment est-ce que ça peut se produire sur une cette base?» Pour Atiqullah Amarkhail, analyste joint par l'AFP, le désastre de Mazar-è-Charif est d'abord imputable au «fiasco total des services de renseignements qui se répète. Nous sommes face à une guérilla avec des combattants qui attaquent par petits groupes et causent d'énormes dégâts. On devrait

apprendre à contrer leurs tactiques». «Les tactiques d'assaut ont changé en Afghanistan», a aussi estimé le porte-parole de la présidence, Shah Hussain Murtazawi: «Il y a deux ans les talibans faisaient leur possible pour prendre une capitale provinciale, mais ils ont échoué. Maintenant ils s'en prennent à des cibles molles». Une thèse contestable dans le cas d'un vaste complexe militaire, base-arrière de neuf provinces du nord/nord-est.

Le mois dernier, le plus grand hôpital militaire du pays, au cœur de Kaboul, avait subi l'assaut de plus d'une dizaine de terroristes pendant plus de six heures avec, comme à Mazar, des accusations portant sur des complicités au sein de l'établissement. Là encore le bilan officiel a été arrêté à une cinquantaine de tués contre toute vraisemblance, des rescapés et des sources de sécurité avançant plus du double. Le Parlement avait tenté de démettre les ministres de l'Intérieur et de la Défense, ainsi que le patron du NDS, les services de renseignement. Mais ils sont toujours en place. R. D.



Points chauds

Agressions

Par Fouzia Mahmoudi

S'il est fréquemment mentionné ces quelques dernières années dans les médias des attaques de Palestiniens contre des Israéliens, souvent des civils, les attaques de nationalistes israéliens contre des civils palestiniens sont, elles, plus rarement évoquées, même si elles sont, il est vrai, plus rares. En effet, six Israéliens, dont deux soldats de métier, accusés d'agressions anti-arabes relevant d'actes terroristes et racistes ont été arrêtés puis inculpés à Beer Sheva, dans le sud d'Israël, a annoncé cette semaine la police. Ces six suspects sont notamment soupçonnés d'avoir utilisé des couteaux, des matraques et des barres de fer pour se livrer, ces derniers mois, à au moins cinq agressions physiques contre des Arabes israéliens ainsi qu'à des actes de vandalisme contre des voitures appartenant à la même catégorie d'individus. Les suspects ont agi pour des «motifs nationalistes et racistes en vue d'empêcher des femmes juives d'entretenir des relations avec des Arabes». Les suspects ont été influencés par une vidéo réalisée par le mouvement d'inspiration raciste d'extrême droite Lehava qui œuvre pour «le sauvetage de femmes juives mariées à des Arabes». En août 2014, des militants de Lehava avaient manifesté contre un mariage entre un musulman et une juive près de Tel-Aviv en criant des slogans racistes tels que «Mort aux Arabes». Les Arabes israéliens, descendants des Palestiniens restés sur leurs terres à la création d'Israël en 1948, ont la nationalité israélienne et représentent 17,5% de la population de l'Etat hébreu. Et cette tranche de la population pourrait très vite devenir une cible privilégiée des Israéliens souhaitant régler des comptes avec les Palestiniens, ou se venger des agressions commises ces dernières années contre des ressortissants de l'Etat hébreu. Reste à savoir si les autorités israéliennes montreront une diligence suffisante à la protection de cette frange de la population qui semble aujourd'hui avoir besoin du soutien de la police contre des personnes souhaitant leur faire du mal et ou même leur ôter la vie. Surtout que les Arabes vivant en Israël, s'ils se distinguent du reste de la population, restent malgré tout des citoyens israéliens que les autorités et la police se doivent de protéger. F. M.

Turquie

L'opposition touchée mais pas coulée après le référendum

La frêle opposition en Turquie peut distinguer une leur d'espoir dans la recomposition du paysage politique après le référendum sur les pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan, même si l'homme fort du pays semble actuellement hors d'atteinte. Le camp du non a en effet obtenu le score honorable de 48,6% lors de cette consultation populaire hier sur une réforme élargissant les prérogatives présidentielles, malgré une campagne largement inéquitable et une diabolisation constante des opposants de M. Erdogan. Les deux principaux partis de l'opposition, le CHP (social-démocrate) et le HDP (prokurde), ont déposé un recours pour annuler le scrutin, soutenant que la modification à la dernière minute d'une règle électorale avait favorisé des fraudeurs, ce que nient les autorités.

Pour la plupart des analystes, la victoire étriquée de M. Erdogan, qui affichait sa confiance et évoquait un score de «60%» pour le oui, représente tout sauf un triomphe pour le président et son parti, l'AKP (islamo-conservateur). En particulier, le oui n'a pas fait l'unanimité chez les jeunes, notamment chez ceux qui votaient pour la première fois.

En outre, Istanbul et Ankara, dirigées par des maires AKP, ont voté majoritairement non lors du scrutin. La carte électorale présente une Turquie plus divisée que jamais: le non domine de la Thrace à la côte méditerranéenne et dans le sud-est à majorité kurde. Le oui est en tête dans le cœur de l'Anatolie et dans la plupart des régions de la mer Noire. Par ailleurs, l'alliance entre l'AKP et le parti ultranationaliste MHP n'a pas aussi bien marché que prévu, une large partie de la base électorale de ce dernier ayant refusé de suivre la consigne de son vieux dirigeant, Devlet Bahçeli. Pour l'éditorialiste proche du pouvoir Abdulkadir Selvi, ce résultat est un «avertissement précoce» à l'AKP avant les élections législatives et présidentielles de 2019, après lesquelles entreront en vigueur la plupart des mesures de la réforme. Ce scrutin a révélé une érosion électorale, souligne Kemal Kirisci, du centre d'analyses Brookings Institution, remarquant que l'AKP et le MHP avaient perdu 10% de leurs voix entre les législatives de novembre 2015 et le référendum du 16 avril. «Le paysage politique est en train de changer», souligne Ozgür Unlühisarçikli, directeur du bureau du German

Marshall Fund à Ankara. «Il y a des signes inquiétants pour l'AKP, mais il ne faut pas non plus exagérer». Le spécialiste souligne que ceux qui ont voté non proviennent de différents courants politiques, des Kurdes de gauche à une partie des ultranationalistes, peu susceptibles d'opposer un front uni à M. Erdogan lors des prochaines élections. Pour lui, la droite nationaliste pourrait être le terrain de bouleversements, plusieurs dissidents influents du MHP évoquant la formation d'un nouveau parti. Kemal Kiliçdaroglu, le chef du CHP, semble pour le moment incapable après avoir guidé le camp du non, même si certains de ses lieutenants voudraient contester la légitimité du référendum de manière plus énergique. Quant au HDP, sa force de frappe est affaiblie depuis qu'une douzaine de ses députés et ses coprésidents ont été incarcérés à la fin de l'année dernière. Des manifestations ont éclaté dans plusieurs quartiers d'Istanbul après le résultat du référendum. Même s'il ne réunissent que quelques milliers de personnes, de tels rassemblements sont rares depuis l'instauration de l'état d'urgence en juillet.



Bibliothèques et espaces de lecture

Pour l'adoption de normes internationales dans la gestion

■ Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a appelé à doter les bibliothèques qui sont «essentielle au développement culturel» de tous les outils de lecture qu'offrent les nouvelles technologies et à adopter les normes internationales de leur gestion.

Par Adéla S.

Intervenant à l'ouverture d'une Journée d'étude sur les bibliothèques et la lecture publique dans la wilaya d'Alger, organisée par la direction de la culture de la wilaya au Palais de la culture, M. Mihoubi a rappelé les efforts consentis pour l'ouverture de bibliothèques et d'espaces de lecture à travers différents quartiers de la capitale, notamment les nouveaux quartiers pour inciter notamment les enfants à la lecture.

Lors de la cérémonie de remise de prix aux élèves lauréats du concours organisé dans les écoles de la capitale à l'occasion de Yaoum El Ilm (16 avril), M. Mihoubi a mis l'accent sur l'im-

portance de la lecture dans la vie des peuples et des individus.

Encourageant les enfants présents à utiliser tous les moyens techniques mis à leur disposition pour parvenir à l'information, le ministre les a appelés à s'assurer de la véracité des informations puisées sur Internet.

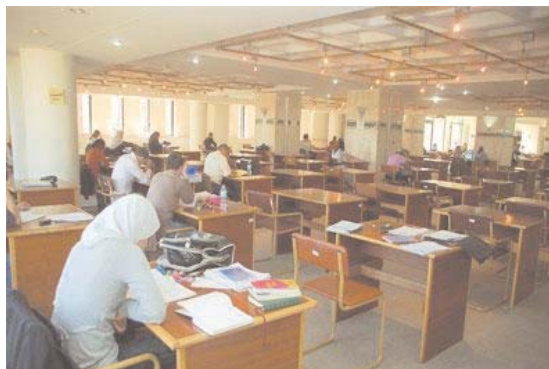
Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, qui a assisté à l'ouverture de cette journée d'étude, a affirmé que les services de la wilaya étaient disposés à œuvrer avec le secteur de la Culture à l'ouverture d'espaces de lecture publique et à contribuer à toute initiative et activité allant dans ce sens, à l'instar des bibliothèques mobiles sur les plages en été.

Pour sa part, le directeur de la culture de la wilaya d'Alger,

Mokhtar Khaldi a mis en avant l'importance de la création d'espaces de lecture dans les nouveaux quartiers, appelant à animer de tels espaces par l'organisation d'activités culturelles et de concours pour inciter les jeunes à la lecture.

Le directeur de la bibliothèque principale à Alger, Abdelkader Djemaa a mis en avant, de son côté, le rôle de cette dernière dans la promotion de la lecture publique, en coordination avec d'autres bibliothèques au niveau de la wilaya, en sus de l'intérêt accordé aux diverses activités culturelles.

A cette occasion, M. Djemaa a évoqué plusieurs nouveaux projets, dont celui des bibliothèques de plage à travers l'organisation au niveau de la



Sablette d'une foire du livre et d'un café littéraire durant tout un mois en plus des bibliobus qui sillonneront plusieurs plages durant la saison estivale.

Parmi ces projets figure aussi l'initiative «Lecture pour tous», placée sous le thème «Iqraa» visant à favoriser l'accès d'un maximum de citoyens au livre au niveau de la capitale. Ce projet concernera les établissements hospitaliers, les places publiques, les transports publics et les espaces de loisirs (Dounia Parc, la forêt de Bouchaoui et le

lac de Réghaïa), ainsi que certains établissements pénitentiaires.

La bibliothèque principale de lecture publique aspire à constituer un fonds documentaire propre à la wilaya d'Alger constitué de livres, de revues, de photos et de timbres postaux, dans le but de préserver la mémoire de la capitale.

A. S./APS

El-Hadi Ould Ali au sujet de l'officialisation de tamazight :

«Une reconnaissance d'un long combat pacifique et démocratique»

L'officialisation de la langue amazighe par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, est une reconnaissance d'un long combat pacifique et démocratique, a souligné samedi à Bouira le ministre de la Jeunesse et des Sports, El-Hadi Ould Ali. «La promotion de tamazight au rang de langue nationale puis officielle est une reconnaissance de l'Etat algérien pour le long combat pacifique et démocratique», a indiqué M. Ould Ali dans une déclaration en marge de la clôture de la semaine culturelle amazighe, organisée à l'occasion de la commémoration du 37^e anniversaire du

Printemps berbère au niveau de l'esplanade de l'Office des établissements de jeunes (Odej) de la ville de Bouira.

La date du 20 avril «doit être la fête de tous les Algériens et Algériennes, car il s'agit d'un événement qui doit renforcer la fraternité et l'unité des rangs de tout le peuple algérien après l'acquisition de l'officialisation de tamazight par les hautes autorités du pays», a-t-il relevé à l'occasion d'une exposition dédiée aux produits artisanaux locaux comme la poterie, la tapisserie, la robe kabyle, ainsi que les plats traditionnels de la région. Le ministre a honoré toutes les asso-

ciations ayant pris part à cette manifestation culturelle lors d'une cérémonie organisée à l'intérieur de l'Odej, avant de procéder au coup d'envoi d'une campagne de sensibilisation sur la participation aux prochaines élections législatives, prévues le 4 mai.

En outre, le haut responsable a assisté à des exhibitions en karaté do au niveau de la place publique de l'ancien centre-ville de Bouira, avant de saluer les responsables du club de football local qui est le Mouloudia Baladiat Bouira (MBB) pour les efforts fournis pour concrétiser leur accession en division d'inter-régions.

Racim C.

Spectacle

«Baal», une pièce de théâtre extrêmement émouvante

Signé Christine Letailleur, ce spectacle est d'une force et d'une beauté bouleversantes. S'inspirant de Villon, de Rimbaud, Brecht dessine un personnage très attachant qu'incarne magistralement Stanislas Nordey.

Disons-le d'emblée, ce spectacle est l'un des plus émouvants qu'il nous ait été donné de voir cette saison. Il a été créé en mars dernier, au Théâtre national de Bretagne, est passé par Strasbourg et s'installe à la Colline à partir de demain pour tout un mois.

«Baal» est l'une des pièces les plus attachantes de Bertolt Brecht. Il en existe cinq versions, l'écrivain n'ayant cessé de la reprendre, de ses débuts, en 1918, alors qu'il n'a que 20 ans, jusqu'en 1955, un an avant sa mort. Dans la traduction d'Éloi Recoing, cette dérive épique prend des éclats nocturnes

impressionnants, accordés à la scénographie et aux lumières qui donnent quelque chose de fantastique à l'ouvrage. Christine Letailleur a choisi la version de 1919. La pièce est d'un sourd lyrisme, explosant en bouffées scintillantes, mais elle est prosaïque aussi, âpre, rapide, coupante comme une lame brillant sous la lune. Elle est née de la guerre.

Jamais on n'avait autant remarqué la présence de la nature et l'obsession du ciel que Brecht prête à son héros. Baal est son nom. Celui qui cherche un sens dans la voûte étoilée, celui qui bute, dans son errance terrestre, sur des obstacles divers. Baal est un poète et un voyou. Brecht s'est inspiré de François Villon, dit-on. Mais l'on pense aussi à l'homme aux semelles de vent, à Arthur Rimbaud. Passion d'être au monde, éblouissements de la

vie, amour, sexe, alcool, brutalité virile, paroles jetées au vent, faiblesses d'enfant: la pièce est un peu comme un roman d'apprentissage qui finirait mal.

Christine Letailleur, metteur en scène toujours inspirée, orchestre les thèmes avec une douceur profonde, sans avoir peur de la violence que charrie l'ouvrage. Elle a le sens de la beauté, des mouvements, du mystère. Des ombres, des sons, des mouvements, des temps suspendus, des images fascinantes, énigmatiques, comme des moments clairs.

Aimant et odieux

Elle aime les comédiens et, ici, chacun, qu'il joue plusieurs rôles ou un seul, donne le meilleur de lui-même. Emma Liégeois, Vincent Dissez, Richard Sammut, belles présences, voix bien placées et arti-

culations claires, servent à la perfection le propos de Brecht. Poétique, philosophique, politique, Baal nous parle au plus près, sans distance autre que celle de la beauté d'une langue.

Avec sa haute silhouette d'adolescent vite grandi, son allure un peu famélique, son regard lumineux, son visage ouvert à l'aventure, sa voix particulière, Stanislas Nordey est un interprète exceptionnel qui ne donne jamais le sentiment de jouer. Il est ce Baal en rupture, aimant et odieux parfois, fuyant toujours on ne sait quelle vérité sur lui-même qu'il ne veut absolument pas voir. Certaines scènes sont plus bouleversantes que d'autres. Celles avec la mère, notamment, et celles de la solitude, de l'abandon à la mort. Il y a dans Baal quelque chose de Woyzeck, quelque chose d'une tragédie du sacrifice.

Le Figaro

Rendez-vous culturels

Opéra Boualeh-Bessah

Le 28 avril à 19h :

Concert-hommage à la légende du jazz, Duke Ellington, disparu il y a plus de 40 ans.

Musée du Bardo (Alger)

Du 23 avril au 22 mai :

L'exposition «La culture assaillie», organisée par l'ambassade des Pays-Bas en Algérie, en collaboration avec le Musée national du Bardo, Ezzou'Art Galerie du centre commercial et de loisirs de Bab-Ezzouar

Jusqu'au 27 avril :

Exposition «Aux temps des tons d'art» de l'artiste peintre Abbou Abdelkader Dadi.

Galerie des Ateliers Bouffé d'Art

Jusqu'au 6 mai :

Exposition-vente «Expressions Croisées» de l'artiste plasticien Yacine Aidoud.

Galerie d'Arts Asselah

Jusqu'au 27 avril :

Exposition de peinture de l'artiste Fatiha Bisker.

Palais Mustapha-Pacha (Basse-Casbah, Alger)

Jusqu'au 28 avril :

Exposition de photographies de l'Espagnol Nicolas Müller (1913-2000) sur le patrimoine ibérique.

Salle d'exposition du siège de l'APC d'Oran

Jusqu'au 23 avril :

Exposition photographique dédiée à Miguel de Cervantès (1547-1616) dans le sillage du 4^e centenaire de la mort de l'auteur de Don Quichotte.

Galerie d'art Sirius (Télémy, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.



Coup-franc direct

Les premiers constats

Par Mahfoud M.

Le coach national, l'Espagnol Alcaraz a eu le bon geste de voir à l'œuvre les joueurs locaux dès sa prise de fonction. Pour lui, il fallait voir de plus près ces joueurs algériens avant de prendre une quelconque décision quant à leur convocation ou pas en équipe nationale. Et pour un constat, ce fut amer, étant donné que le sélectionneur des Verts n'a été séduit par aucun des 22 acteurs lors du match en retard entre le MCO et le MCA. Pourtant, il s'agissait d'une affiche intéressante entre une formation qui aspirait à mettre fin à la période de doute, et une autre qui voulait se relancer dans la course au titre national. En plus, il y avait parmi tous ces joueurs, des éléments qui ont déjà porté le maillot national par le passé et qui pouvaient donc étaler encore une fois leurs qualités et de ce fait taper dans l'œil du sélectionneur national. Des éléments qui n'étaient que l'ombre d'eux-mêmes, totalement démobilisés et cela est monnaie courante dans nos stades qui sont devenus plutôt des arènes tant les joueurs s'expriment autrement que sur le rectangle vert et loin des prouesses tactiques et techniques. Ce sont là les premiers constats pour le coach espagnol qui aura du mal à travailler avec des joueurs démotivés et qui se retournera ensuite vers les joueurs évoluant en Europe. **M. M.**

El Haddi Ould Ali «Les stades seront prêts d'ici fin 2018»



se. Ces infrastructures «seront un acquis pour le pays et elles nous permettront ainsi d'organiser différentes compétitions de football notamment», a ajouté le même responsable au cours de sa visite qui l'a conduit dans plusieurs communes de Bouira, où il a visité des projets relevant de son secteur. Dans la ville de Bouira, où il a salué l'accession en

LE PARC national des infrastructures sportives sera renforcé par la réception de trois grands stades de football d'ici fin 2018, a fait savoir samedi à Bouira, le ministre de la jeunesse et des sports, El-Hadi Ould Ali, qui inspectait les projets de son secteur dans cette wilaya du centre du pays. Pour le stade d'Oran, les travaux avancent à un rythme appréciable et l'entreprise réalisatrice s'était engagée à livrer le projet d'ici la fin 2017, alors que pour celui de Tizi Ouzou et de Baraki (Alger), la cadence des travaux s'est beaucoup améliorée ces derniers mois, et nous comptons renforcer d'ici la fin 2018 le parc des infrastructures par ces trois grands stades, a expliqué le ministre lors d'un point de pres-

ligue inter-régions du club local de Bouira (MBB), Ould Ali a évoqué par ailleurs la dynamique des projets que connaît le pays, dont Bouira notamment, en matière d'infrastructure. «Nous travaillons toujours sur les instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika portant sur l'écoute des jeunes et la prise en charge de leurs doléances sportives», a expliqué le ministre à la presse, précisant qu'une enveloppe de huit milliards de dinars avait été consacrée pour la wilaya de Bouira pour la réalisation de pas moins de 300 projets sportifs. Ces projets «nous permettront de renforcer davantage les structures sportives à Bouira et promouvoir aussi les disciplines sportives», a conclu le ministre.

Olympique Lyonnais Ghezal ne jouera pas face à l'AS Monaco

L'ATTAQUANT international algérien de l'Olympique Lyonnais, Rachid Ghezal a déclaré forfait pour la réception de l'AS Monaco, dimanche soir, pour le compte de la 34^e journée de Ligue 1 française de football, car souffrant d'une «blessure», ont rapporté samedi des médias locaux. Le frère cadet de l'ex-international algérien, Abdelkader, compte en effet parmi les quatre cadres Lyonnais, blessés ou laissés au repos, qui manqueront ce choc du haut de tableau, entre le 4^e (54 pts) qui reçoit le deuxième (77 pts).



JS Kabylie Tout pour battre l'USMA

La formation de la JS Kabylie qui a repris espoir et s'est relancée dans la course au maintien après son succès à l'extérieur de ses bases à Batna face au CAB garde encore espoir de continuer sur cette lancée et réussir un autre résultat probant qui lui rapprocherait de son but de rester en Ligue 1.

Par Mahfoud M.

En effet, et à 24 heures du classico face à l'USMA ce mardi au stade du 1^{er} Novembre de Tizi-Ouzou, tous les regards sont braqués vers la bande à Rahmouni qui est appelée à confirmer cette victoire et donc ajouter un autre succès qui lui permettra de garder, intactes, ses chances de maintien et qui passe par une victoire face aux Rouge et Noir de l'USMA. Tout le monde est confiant côté kabyle et les fans seront tous derrière l'équipe qui aura pour objectif d'ajouter trois autres points qui auront leur pesant en or surtout qu'on se rapproche de la fin de l'actuel exercice. Les Jaune et Vert évolueront libérés, ce mardi, avec ce succès à l'extérieur de leurs bases qui a ravivé la flamme chez les joueurs qui sont plus que jamais déterminés à ajouter encore un autre succès qui leur permettra de confirmer

Les Canaris croient au maintien



et donc de sortir de cette situation difficile que le club vit depuis un certain temps. Pour ce match, le staff technique ne compte pas apporter de grands changements, surtout que l'adage dit : on ne change pas une équipe qui gagne. Rahmouni devrait, de ce fait, reconduire le même groupe qui se donnera à fond pour réussir un autre succès. Le moral est au top pour le groupe qui compte se surpasser

pour ajouter encore un autre résultat probant et continuer sa marche en avant. Le président, Moh Chérif Hannachi, a décidé de bien motiver ses poulains pour ajouter encore une autre victoire. Ainsi, on apprend que ce dernier compte offrir une prime de 30 millions pour les joueurs qu'ils recevront à la fin de la partie ce qui devrait grandement les motiver et les pousser à se donner à fond. **M. M.**

Ligue 2 Mobilis (28^e journée)

L'USMB et l'USB se rapprochent de l'accession

L'USMB Blida et l'US Biskra, vainqueurs en déplacement respectivement contre l'ASO Chlef (1-4) et l'ASM Oran (2-4) ont fait un pas de géant vers un retour en Ligue 1 Mobilis samedi, lors de la 28^e journée du championnat de Ligue 2 qui a scellé le sort de l'AS Khroub, officiellement reléguée en division amateur, après sa défaite à domicile par trois buts à zéro contre le RC Arbaâ. Dans le haut du tableau, et même si les cinq témoins ont tous gagné, ce sont surtout l'USM Blida et l'US Biskra qui peuvent se targuer d'avoir franchi un grand pas vers l'accession, car les précieux succès qu'ils ont remportés, respectivement (4-1) chez l'ASO Chlef et (4-2) chez l'ASM Oran leur confèrent un avantage certain sur le reste des concurrents pour la montée en Ligue 1, notamment la JSM Skikda et la JSM Béjaïa. Le club de la ville des roses et son homologue des Zibans pourraient d'ailleurs assurer leur accession dès la prochaine journée, en battant respectivement le CA Bordj Bou Arreridj et l'Amel Boussaâda, car ces éventuels succès leur donneront une confortable avance, qu'il sera impossible de surmonter au cours de la dernière journée. La JSMS et la JSMB restent néanmoins au pied du podium, à guetter un éventuel faux pas de l'USMB, ou de l'USB, pour accompagner le Paradou AC en première Division. Le club de Kheireddine Zetchi, qui était passé par un passage à vide

après avoir officiellement assuré sa montée en Ligue 1 il y a un mois, a renoué avec la victoire ce vendredi, en allant s'imposer (2-1) chez les Criquets, grâce notamment à un doublé de Mellali (41' et 43'), alors que Djanit avait ouvert le score dès la 6e minute pour les Jaune et Noir. Dans le bas du tableau, le hasard a voulu que ce soit le RC Arbaâ, le premier club officiellement relégué en palier inférieur qui entraîne l'AS Khroub dans les abysses, en allant lui infliger une lourde défaite (3-0) grâce à Souyad (25'), Bendjaber (60') et Ouznadji, auteur d'un penalty à la 86e minute. Une victoire symbolique pour le RCA, qui abandonne sa place de lanterne rouge à l'ASK, désormais bon dernier avec 24 points, avec une longueur de retard sur son bourreau du jour. Les autres candidats au maintien : CRB Aïn Fekroun (11e), MC El Eulma (12e) et GC Mascara (13e) sont également passés à côté au cours de cette 28e journée en perdant tous les trois. Le GCM s'est incliné (3-0) chez l'Amel Boussaâda, sur des réalisations de Bitam (26' sp), Benyahia (29') et Ghacha (88'), au moment où les «Tortues» ont pris un peu plus l'eau à Skikda, en s'inclinant (4-1)

face à la JSMS local, grâce notamment à son vétéran oranais, Tayeb Berramla, auteur d'un joli doublé aux (8' et 67'). Les deux autres buts skikdis ont été l'œuvre de Mekidèche (61') et Dourari, qui avait ouvert le score contre son camp et dès la (5). Côté CRBAF, c'est Keffi qui a sauvé l'honneur (88'). De son côté, le MC El Eulma a vendu un peu plus chèrement sa peau, en ne perdant que (2-1) chez la JSM Béjaïa, mais il reste scotché à la 12e place, avec une petite longueur d'avance sur le premier club non reléguable, le GC Mascara, qui compte actuellement 32 points. Le CRBAF, le MCEE et le GCM n'ont pas encore assuré leur maintien, faisant qu'ils devront batailler très dur lors des deux journées restantes pour éviter d'accompagner le RC Arbaâ et l'AS Khroub au purgatoire. La seule bonne affaire dans le bas du tableau, c'est peut-être la victoire du WA Boufarik contre le MC Saïda (2-1), qui le maintient dans une position de premier club reléguable, avec 31 points, mais qui lui procure tout de même un léger espoir de maintien, car n'ayant qu'une longueur de retard sur son prédécesseur au classement, à deux journées du tomber de rideau.

Résultats et classement :

JSMB- MCEE	2-1
JSMS-CRBAF	4-1
WAB-MCS	2-1
CABBA-PAC	1-2
ASO-USMB	1-4
ASK-RCA	0-3
ABS- GCM	3-0
ASMO-USB	2-4

	Pts	J
1). Paradou AC	59	28
2). USM Blida	48	28
3). US Biskra	45	28
4). JSM Béjaïa	43	28
5). JSM Skikda	42	28
6). Amel Boussaâda	37	28
7). CAB Bou Arreridj	36	28
--). MC Saïda	36	28
9). ASM Oran	34	28
--). ASO Chlef	34	28
11). CRB Aïn Fekroun	33	28
--). MC El Eulma	33	28
13). GC Mascara	32	28
14). WA Boufarik	31	28
15). RC Arbaâ	25	28
16). AS Khroub	24	28

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Le village Akentas privé d'eau potable depuis plusieurs jours

Des habitants observent un rassemblement devant le siège de la wilaya

LES HABITANTS du village Akentas issus de la commune de Feraoune sont revenus à la charge hier. Après avoir bloqué le siège de l'APC la semaine dernière, hier, ils ont observé un rassemblement devant le siège de la wilaya pour exposer une nouvelle fois leurs préoccupations aux autorités et exprimer leur souffrance. Ces derniers réclament un certain nombre de revendications, principalement, l'eau potable qui ne coule pas dans leurs robinets depuis près de deux semaines et manque grandement depuis plus de trois mois. Alors que les vannes du barrage Tichi-Haf alimentant la localité ont été fermées, et la panne survenue au niveau d'une pompe alimentant le village depuis une source située non loin du village a totalement privé les habitants de cette denrée rare et indispensable à la vie. «La

pompe qui remonte l'eau devait être rétablie et les vannes devaient être aussi ouvertes la semaine dernière mais, apparemment, ce n'est pas le cas puisque ces derniers continuent de réclamer de l'eau en lançant un appel au P/APC afin de leur accorder la plage horaire d'eau potable qui leur revient de droit comme c'est le cas pour les autres villages». Les mécontents ont été reçus hier par le wali qui les a rassurés que le problème va être vite réglé. Cependant pour les revendications d'une salle polyvalente, l'éclairage public, etc... «le chef de l'exécutif s'est engagé à effectuer une visite de travail à la localité dans les prochains jours et décider par la suite sur le reste des points», a affirmé l'un des représentants du comité du village qui annonce la tenue d'une assemblée générale pour évaluer la situation. H. C.

Trafic de migrants

Un procureur italien dit avoir «des preuves» contre les ONG

UN PROCUREUR italien a affirmé avoir «des preuves» que des navires humanitaires qui secourent des migrants en Méditerranée étaient en contact direct avec des trafiquants d'êtres humains en Libye, a rapporté la presse italienne. «Nous avons des preuves qu'il existe des contacts directs entre certaines ONG et des trafiquants d'êtres humains en Libye», a déclaré le procureur de Catane (Sicile) Carmelo Zuccaro au quotidien italien *La Stampa*. «Nous ne savons pas encore si et comment nous pourrions utiliser ces preuves devant un tribunal, mais nous sommes plutôt certains de ce que nous avançons, des appels téléphoniques depuis la Libye à certaines ONG, des lampes qui éclairent la route des bateaux de ces organisations, des bateaux qui coupent soudainement leurs transpondeurs (permettant une localisation) sont des faits avérés», a-t-il ajouté. Le procureur dirige une équipe enquêtant sur tous les aspects légaux de la crise migratoire, notamment l'activité de certaines ONG. Le parquet de Catane a ouvert une enquête pour déterminer qui les finance et dans quel but. Selon *La Stampa*, les procureurs enquêtent notamment sur certaines ONG récemment créées. Un rapport de l'agence européenne de contrôle des frontières Frontex avait évoqué en décembre une possible collusion entre les réseaux de trafiquants de migrants et des navires privés qui les récupèrent en mer «comme des taxis». Le

patron de Frontex, Fabrice Leggeri, avait critiqué les ONG fin février en rappelant que 40% des secours étaient effectués par des navires privés et non les missions internationales. Les organisations non gouvernementales qui viennent en aide aux migrants en Méditerranée démentent toute collusion avec les trafiquants et dénoncent une campagne pour discréditer leur action. Depuis janvier, 1 073 migrants sont morts ou ont disparu en Méditerranée centrale en tentant la traversée vers l'Italie, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Parallèlement, quelque 36 700 personnes ont débarqué sur les côtes italiennes après avoir été secourues en mer, selon le dernier décompte de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), une hausse de près de 45% sur un an. R. I.

L'ESPAGNOL Rafael Nadal a remporté dimanche un 10^e sacre record au Master 1000 de Monte-Carlo, en s'imposant devant son compatriote Albert Ramos en deux sets expéditifs (6-1, 6-3), s'adjugeant son premier titre de la saison. Le Majorquin (30 ans) qui a disputé pour la 11^e fois la finale en Principauté, est devenu le premier joueur de l'ère professionnelle (depuis 1968) à s'offrir la «Decima» dans un seul tournoi. Après un premier set conclu en 30 minutes sur le score de (6-1),

Élection présidentielle française



Loumis

Djalou@hotmail.com

Bordj Badj Mokhtar

Le terroriste «H. Ali» alias «Abou Zaïd» se rend aux autorités militaires

■ Le terroriste «H. Ali» alias «Abou Zaïd» s'est rendu, samedi, aux autorités militaires à Bordj Badj Mokhtar, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et une quantité de munitions, indique dimanche le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Slim O.

«D ans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire, le terroriste dénommé H. Ali alias Abou Zaïd s'est rendu le 22 avril 2017, aux autorités militaires à Bordj Badj Mokhtar, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et une quantité de munitions», précise la même source. De même, «des détachements de l'ANP ont détruit à Skikda et Constantine, quatre casemates pour terroristes contenant des effets vestimentaires et de cou-

chage, des denrées alimentaires et divers objets», ajoute le communiqué. Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP et des élé-

ments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, à Tlemcen, Adrar et Tamanrasset, «76 immigrants de différentes nationalités», a-t-on conclu.

S. O./APS

Lutte contre le crime à Béjaïa

600 affaires enregistrées par la sûreté de wilaya

PAS MOINS de 605 affaires dont 229 affaires d'atteinte aux personnes et 342 autres d'atteinte aux biens ont été enregistrées durant le premier trimestre de l'année en cours, selon le bilan

qui nous a été communiqué par la sûreté de wilaya. Parmi ces affaires 229 sont liées à des atteintes aux personnes, impliquant 200 personnes dont 27 femmes. Et 16 individus ont été écroués et 03 autres ont été placés sous contrôle judiciaire, a-t-on précisé. Selon le bilan de la sûreté de wilaya 342 affaires d'atteinte aux biens ont été traitées durant la même période, impliquant 103 individus dont 06 femmes et 09 personnes ont été écrouées. La sûreté de wilaya a affirmé avoir traité 13 affaires de crimes économiques, impliquant 06 individus et 12 affaires de cybercriminalité dans lesquelles sont impliquées 10 personnes dont 02 femmes. Enfin, «15 autres personnes ont été arrêtées pour escroquerie et présentées devant les juridictions compétentes», a indiqué la même source. H.C.

Master 1000 de Monte-Carlo

10^e sacre record pour Nadal



Nadal n'a laissé aucune chance à son compatriote Ramos dans la deuxième manche remportée (6-3). Avec 50 trophées sur l'ocre, l'Espagnol, 30 ans, dépasse désormais d'un longueur l'Argentin Guillermo Vilas, qu'il avait rejoint au palmarès il y a près d'un an à Barcelone. En Catalogne la semaine prochaine, Nadal chassera aussi la «Decima» tout comme à Roland-Garros (28 mai-11 juin) où il est déjà le maître incontesté.

Racim C.